

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/6  
30 novembre 1999

(99-5195)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Troisième session  
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

## PHILIPPINES

### Déclaration de M. José T. Pardo Secrétaire au commerce et à l'industrie

Les Philippines estiment elles aussi qu'un programme de travail équilibré pour l'OMC est tout à fait essentiel pour définir la direction que suivra le système commercial multilatéral pendant les dix prochaines années au moins. Je suis absolument certain que ce programme contribuera aussi de façon décisive à accroître la valeur que nous attachons tous à l'OMC et, ce qui est plus important, à lui permettre de poursuivre sa mission avec succès.

Je sais bien que nous n'avons pas encore réussi à obtenir un consensus sur ce programme de travail. Aux yeux des milliers de personnes qui appartiennent à des groupes d'intérêt et qui vont nous observer de très près pendant les jours qui viennent, la tâche peut certainement paraître décourageante. Certains espèrent aussi que nous échouons.

Je suis cependant convaincu qu'il n'est pas trop tard pour leur donner tort, car nous avons ici à Seattle une occasion précieuse de réaliser un consensus sur un programme de travail viable. Il n'est peut-être pas nécessaire que nous nous mettions d'accord pour lancer des négociations sur toutes les questions, sans exception, qui nous sont présentées. Mais nous pouvons du moins nous entendre sur la manière de procéder pour que les efforts consacrés aux problèmes liés au commerce qui sont insolubles aujourd'hui ne se relâchent pas. Sur le fondement de la bonne foi, de la ferme volonté de réaliser les objectifs de l'OMC, d'un plus grand sens de la justice et de l'équité, qui tiennent compte des besoins des pays en développement, et – enfin et surtout – de la plus grande transparence dans les relations entre les Membres, nous pouvons réaliser ce consensus, et nous le réaliserons.

Je pense que, au moment de nous acquitter de notre responsabilité collective, nous devons être pleinement conscients de trois éléments fondamentaux.

Premièrement, pour mettre l'OMC sur la bonne voie dans la réalisation de ses objectifs déclarés, il sera d'une importance fondamentale que nous soyons tous d'accord pour poursuivre de bonne foi ce que nous avons déjà, ensemble, décidé de poursuivre.

Je pense par exemple au programme incorporé de l'AGCS. Nous avons tous polarisé notre attention sur les négociations prescrites sur les services, oubliant que les travaux sur les mesures de sauvegarde d'urgence étaient censés être terminés en 1998. Le délai d'achèvement de ces travaux a été entre-temps repoussé à la fin de l'année prochaine. Je ne saurais trop insister sur l'importance d'un accord sur ces mesures, en particulier lorsqu'il s'agira de poursuivre la libéralisation progressive des services.

Je pense aussi à l'agriculture – sujet particulièrement cher à celui qui dirige avec moi la délégation philippine, le Secrétaire pour l'agriculture, M. Edgardo Angara.

L'Accord sur l'agriculture prévoit que des négociations devront commencer l'année prochaine. À tout le moins, le programme de travail devrait fixer un minimum en ce qui concerne la portée de ces négociations, leurs modalités et leur calendrier. Malheureusement, même ce minimum est inacceptable pour quelques Membres.

D'autres Membres n'approuvent pas l'objectif de réformes substantielles, immédiates et durables dans le domaine des subventions à l'exportation et des subventions internes. L'accès aux marchés semble être leur vraie préoccupation. Je crois malheureusement que pour les Philippines et pour beaucoup d'autres pays en développement, cette situation ne justifie guère, économiquement et politiquement, la poursuite de la libéralisation.

Des considérations tout à fait étrangères à la question, comme le prétendu caractère multifonctionnel de l'agriculture, sont venues encore masquer les problèmes réels. Cela crée un précédent dangereux, par lequel les pays industrialisés riches exigent un traitement spécial et différencié pour des raisons qui n'ont même rien à voir avec l'agriculture.

Je suis tout aussi inquiet de constater que d'autres Membres pensent pouvoir minimiser l'importance de la question d'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, et même faire retirer cette question de la table des négociations. Le traitement spécial et différencié représente une préoccupation légitime, dont il faudra tenir compte pleinement et concrètement tout au long des négociations prescrites, et dans leurs résultats. La sécurité alimentaire, le développement rural et le soulagement de la pauvreté ne doivent pas être relégués dans le préambule, parmi des souhaits et des dispositions qui sont, au mieux, des vœux pieux.

Avec le Groupe de Cairns, les Philippines demandent seulement que nous nous mettions d'accord pour lancer effectivement les négociations prévues, comme nous avons déjà décidé de le faire il y a six ans.

Deuxièmement, pour accroître la valeur qu'a l'OMC pour la majorité de ses 134 États Membres, nous devons apprendre à accepter l'idée que certains accords présentent réellement pour beaucoup de pays en développement des difficultés de mise en œuvre et des obligations trop lourdes et qu'il est urgent d'y apporter une solution.

Plusieurs de mes collègues ont recensé à juste titre quelques-uns de ces accords et ils ont fait des propositions qui, notamment:

- traitent de la prolongation des périodes transitoires, telles que celles qui sont prévues dans l'Accord sur les MIC et dans l'Accord sur l'évaluation en douane;
- clarifient les règles existantes, notamment en ce qui concerne les mesures antidumping et les subventions; et
- cherchent à donner effet aux dispositions, par exemple de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, qui permettent de s'attaquer concrètement aux disparités dans la capacité des pays en développement de s'acquitter de leurs obligations et de faire respecter leurs droits.

Je suis reconnaissant à ces collègues de leurs efforts exemplaires et nous continuons à appuyer leurs propositions. Ces problèmes relatifs à la mise en œuvre ne peuvent pas être réglés uniquement par l'assistance technique ou, pire encore, être balayés comme correspondant à des tentatives pour établir un double niveau d'obligations au sein de l'OMC. Ces problèmes persisteront, et ils demandent à être traités d'urgence. Tant que l'OMC s'efforcera de devenir une organisation véritablement universelle et crédible, nous devons, collectivement, prêter attention à ces problèmes.

C'est dans ce contexte que les Philippines ont récemment distribué une proposition de déclaration sur les pays en développement, visant à établir un groupe de travail qui examinera tout spécialement les préoccupations des pays en développement.

Et troisièmement, pour que l'OMC puisse poursuivre avec succès sa mission, nous devons nous montrer capables d'établir un ordre du jour qui traduise les avantages et les intérêts mutuels de tous les Membres. En ce qui concerne les questions nouvelles, nous devons nous garder de la folie que constituerait un excès d'ambition.

Les propositions qui ont été faites correspondent à une grande diversité d'intérêts nationaux et d'objectifs systémiques qui, comme nous en sommes tous convaincus certainement, permettront à l'OMC de ne pas se laisser dépasser par la mondialisation, compte tenu en particulier des incidences qu'ont les technologies nouvelles sur le commerce des biens et des services.

Mais nous avons aussi constaté, depuis nos deux premières sessions, que les questions qui sont importantes aux yeux de quelques Membres n'ont pas toutes la même acuité pour les autres Membres.

Un certain nombre de questions – par exemple celles qui concernent l'investissement, la politique de la concurrence, et même la facilitation du commerce et le commerce électronique – ne sont manifestement pas mûres pour des négociations. Nous devrions toutefois pouvoir poursuivre simplement, et utilement, les travaux analytiques dans ces domaines.

Enfin, il y a des questions, comme celles du travail et de l'environnement qui, conformément au principe de subsidiarité, relèveraient plutôt de la compétence d'autres organisations internationales. Et d'autres problèmes encore, par exemple celui de la transparence de l'OMC vis-à-vis de la société civile - abordés avec trop d'ambition - ne peuvent que nuire au caractère intergouvernemental de l'Accord sur l'OMC. Nous devons faire preuve d'une circonspection toute particulière pour aborder ces questions au demeurant légitimes.

En conclusion, les Philippines sont prêtes à participer activement aux travaux des prochains jours. J'espère sincèrement, cependant, que quoique nous fassions nous resterons pénétrés du sens des réalités pour décider de ce qui est possible aujourd'hui et de ce qui le sera demain, et de ce qu'il serait sage de ne pas aborder. Je suis aussi convaincu que nos travaux continueront à être menés avec la pleine participation de tous les Membres et dans la plus grande transparence.

Je tiens à vous remercier et à remercier votre délégation, ainsi que les organisateurs de cette Conférence et la population de Seattle pour l'accueil chaleureux qui nous a été fait, à moi et à ma délégation. À tous les Membres de l'OMC, je souhaite beaucoup de succès.

---